

Sur le questionnaire soumis à 45 listes
aux élections municipales dans l'agglomération lilloise
par la section lilloise de la Ligue des droits de l'Homme
Avec la Cimade Nord Picardie
pour les questions ayant trait à la lutte contre le racisme et les discriminations

LA GRANDE PROXIMITÉ DES PROGRAMMES MUNICIPAUX DES LISTES DU CAMP PROGRESSISTE REND POSSIBLE ET NÉCESSAIRE L'UNITÉ AU SECOND TOUR DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le questionnaire que nous avons adressé à 45 têtes de liste aux élections municipales de l'agglomération lilloise était **largement composé de questions fermées**. Ceci pour 3 raisons :

- nous voulions **attirer l'attention des candidats** sur les grandes questions, en particulier de justice sociale et de luttes contre les discriminations de toutes natures.
- nous voulions que ce questionnaire permette des réponses assez **rapides** à des candidats que nous savons fort sollicités.
- nous avons besoin, enfin, que **l'analyse puisse en être faite, assez rapidement**, compte-tenu du peu de temps qui s'écoule entre la composition explicite des listes et les élections municipales.

Compte-tenu du court délai laissé pour répondre et à la charge de travail des candidats, **nous remercions sincèrement les listes qui ont pris la peine de nous répondre**. Nous pouvons penser que notre premier objectif a été rempli, auprès de certains, puisqu'un candidat, tête de liste à Lambersart, nous a indiqué, par exemple : *« votre questionnaire est très complet et vous ouvrez des thématiques que nous n'avons pas ou peu étudiées (à l'exception de la sécurité) lors de la construction de notre projet...Je garde à l'esprit les thématiques de votre questionnaire pour y réfléchir avec mon groupe et voir ce que nous pourrions développer dans notre action si nous sommes élus »*.

Notre questionnaire comprend aussi quelques questions ouvertes qui ont fait l'objet de réponses détaillées, très intéressantes, que nous analyserons plus loin. Il est évident qu'un questionnaire essentiellement en OUI ou NON ne permet pas l'expression de nuances et certaines listes ont jugé nécessaire de nous faire parvenir des commentaires détaillés que nous analysons aussi.

Le questionnaire a été envoyé aux listes de Lille, Lomme, Hellemmes, Faches-Thumesnil, Villeneuve d'Ascq, Mons en Baroeul, Seclin, Ronchin, Loos, La Madeleine, Lambersart, Saint-André et Marquette. Nous avons obtenu **10 réponses** : 2 à Lille, 1 à Hellemmes, 1 à Lomme, 2 à Villeneuve d'Ascq, 2 à Mons en Baroeul et 2 à Lambersart plus une liste qui, sans répondre précisément au questionnaire, nous a indiqué l'intérêt qu'elle y avait pris. Nous n'avons pas envoyé de questionnaire aux listes du Rassemblement National.

Nous constatons d'abord **l'absence de toute réponse des listes du centre et de la droite**. Ce silence unanime nous paraît valoir réponse et marque l'hésitation et même le refus de ces listes à répondre à des questions précises ayant trait à la justice sociale ou à la lutte contre les discriminations de toute nature. Nous en prenons acte et soumettons ce résultat à l'attention de nos adhérents, de ceux qui nous suivent sur les réseaux sociaux et du public en général.

A l'inverse, les dix questionnaires qui ont été remplis concernent des listes qui se sentent manifestement très proches de nos propositions et de nos combats : **leurs taux de réponses favorables à un questionnaire très engagé socialement et écologiquement sont extrêmement proches et très élevés**.

Aux 34 questions posées, la liste qui répond le plus favorablement nous fait 29 réponses positives, la liste qui répond le plus défavorablement nous en fait 23.

Des divergences existent donc mais elles sont très loin de l'emporter. Ceci, alors même que certaines réponses marquent la prise en compte de situations locales plus que des divergences. C'est le cas, par exemple de la proposition de création de cinéma d'art et d'essai.

On sait que beaucoup de listes n'indiquent pas explicitement de couleur politique et comprennent effectivement de nombreux citoyens non engagés de façon partisane. Cela semble particulièrement le cas pour les listes dites « citoyennes ».

Tout en comprenant les raisons de ce positionnement, nous considérons, malgré tout, comme presque inévitable la simplification qui consiste, comme va le faire le ministère de l'intérieur, à caractériser les listes par l'appartenance partisane de leur tête de liste. En agissant ainsi, **nous obtenons une liste citoyenne qui n'a pas répondu explicitement au questionnaire, 4 listes Ecologistes, 3 listes P.S et 3 listes LFI.**

Dans la suite de l'analyse des résultats de ce questionnaire nous mentionnerons seulement le nom de la liste et celui de la tête de liste. Dans aucune des villes nous n'avons obtenu que toutes les listes nous répondent et nous ne pouvons donc pas faire de comparaisons strictement municipales mais la répartition équilibrée des différentes couleurs du camp progressiste nous paraît offrir une image satisfaisante des différentes propositions programmatiques.

Il y a, en effet, peu de raisons de penser que la liste P.S de Lomme qui ne nous a pas répondu aurait répondu de façon substantiellement différente des listes PS d'Hellemmes ou de Villeneuve d'Ascq qui nous ont répondu et la remarque vaut évidemment pour les listes L.F.I ou Ecologistes.

Les municipalités progressistes constituent des pôles de construction indispensables des solidarités, de mise en œuvre de mesure de justice sociale, de prise en compte des réalités du changement climatique. Les résultats de notre questionnaire nous conduisent à relativiser très fortement les différences programmatiques des forces principales du camp progressiste pour ce qui concerne toutes ces questions au plan municipal.

A un moment où le besoin d'unité du camp progressiste devient vital si nous voulons éviter que notre pays soit le prochain à basculer dans le camp des régimes autoritaires, racistes, xénophobes, masculinistes et profondément hostiles à l'écologie, les leçons que l'on peut tirer de notre questionnaire nous semblent importantes.

Ceci d'autant plus que, lors du second tour de ces élections municipales, cette unité et la fusion de listes seront probablement indispensables dans plusieurs villes de notre agglomération pour permettre l'élection d'équipes, qui, dans leur diversité, portent les valeurs qui sont les nôtres et partagent nos combats.

C'est à cette unité indispensable que nous appelons aujourd'hui et que nous appellerons au soir du premier tour de ces élections municipales.

QUASI-UNANIMITE POUR LES MESURES DE LUTTE CONTRE LE RACISME ET LES DISCRIMINATIONS DE TOUTE NATURE ET POUR LA DEFENSE DES DROITS DES ETRANGERS

Les candidats se disent **tous prêts à prendre des mesures pour mieux lutter contre les discriminations**, à installer dans leur commune un service spécialisé dans la médiation et l'accompagnement des victimes, à former la police municipale en ce sens, à renforcer la prévention des violences sexistes et sexuelles.

Concernant les migrants, et en particulier les **Mineurs Non Accompagnés**, tous conçoivent une ville volontaire pour les accueillir, en mettant notamment des bâtiments à disposition pour des hébergements d'urgence ; ils s'affirment prêts à accorder des aides spécifiques aux associations venant en aide aux migrants, aux Roms ou aux personnes discriminées.

Si des bidonvilles subsistent dans leur commune, ils s'engagent à les résorber en associant les personnes concernées. Enfin **tous veulent agir pour que des aires adaptées aux gens du voyage soient créées dans la MEL, en nombre suffisant.**

Tous envisagent une adhésion de leur commune à l'association des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA) à l'exception de deux candidats PS.

L'explicitation de la politique qu'ils mèneront par rapport à la mendicité, aux SdF, tout en confirmant les convergences de vues, permet de **mettre en lumière les types de mesures envisagées** : des hébergements d'urgence, éventuellement en réquisitionnant des logements vacants, ou la construction de logements très sociaux. Quelques candidats estiment nécessaire que la Ville se porte partie civile contre des expulsions abusives de locataires pauvres. La plupart envisagent de renforcer les services sociaux de la commune. Un candidat complète ces mesures institutionnelles par des créations concrètes de fontaines à eau, de toilettes, des distributions de protection périodique, ou l'ouverture de bains-douches à l'intention des sans-abri.

CONSENSUS SUR LA DEMOCRATIE LOCALE ET VIE ASSOCIATIVE

Globalement nos questions portant sur la vie démocratique et associative ont obtenu des **réponses positives** de la part des onze listes ayant répondu, qu'il s'agisse de la mise en place de consultations citoyennes sous forme de référendum municipaux ou métropolitains, de l'élection de la présidence de la MEL sur la base d'un programme, du maintien, voire à l'augmentation, du soutien financier à la vie associative et à la mise en place de financements pluriannuels pour les structures associatives.

Ceci témoigne d'une volonté partagée de la part de l'ensemble des listes de **dynamiser la vie démocratique** municipale et métropolitaine, d'un consensus sur la nécessité d'améliorer les modalités de désignation de la présidence de l'échelon intercommunal en direction de davantage de **transparence** démocratique et d'un souhait commun de **soutenir la vie associative**.

DES DIVERGENCES SUR LES QUESTIONS DE SECURITE

Cette série de questions s'est avérée autrement **plus clivante** que la précédente. Que ce soit concernant l'armement des polices municipales, l'extension de la vidéo-surveillance ou le recours à la vidéo-surveillance algorithmique, on relève une absence manifeste de consensus. Dans les communes où les policiers ne sont pas armés, les listes qui nous ont répondu sont hostiles à leur armement. En revanche, à Villeneuve d'Ascq les listes *Vivre Villeneuve d'Ascq-Victor Burette* et *Printemps villeneuvois-Pauline Segard* souhaitent conserver l'armement. Sur l'extension des dispositifs de vidéoprotection dans votre commune et dans la MEL, l'avis devient plus partagé, avec 3 listes qui soutiennent une telle éventualité (*Vivre Villeneuve d'Ascq-Victor Burette*, *Lambersart en Commun-François Schmitt* et *Ensemble pour Hellemmes-Franck Gherbi*) et 6 qui s'y opposent (*Printemps villeneuvois-Pauline Ségard*, *Lille Demain-Stéphane Baly*, *La Nouvelle Mons-Aymeric Salmon*, *LFI Lomme-Patrick Kobalecki*, *Lambersart pour un Avenir Social Écologique et Solidaire-Virginie Deleu*, *Lille insoumise, écologique et solidaire- Lahouaria Addouche*). **Le sujet divise et semble séparer les listes progressistes sortantes, plutôt favorables, et les listes progressistes concurrentes, quant à elles défavorables** à une poursuite du déploiement de ce type d'équipements, tout à la fois coûteux et à l'efficacité discutable.

UNE PRIORITE PARTAGEE POUR L'EFFECIVITE DES DROITS AU LOGEMENT

L'analyse des réponses aux questions 18 à 23 du questionnaire s'inscrit dans un contexte marqué par de fortes inégalités d'accès au logement. À l'échelle locale (données INSEE 2021-2022), la situation est particulièrement préoccupante. **Alors que le taux de pauvreté est de 15 % en France, il atteint 27 % à Lille et près de 40 % chez les locataires à Lille comme à Mons-en-Barœul.** Il reste élevé à Villeneuve d'Ascq (35 %) et Lambersart (23 %). Dans le même temps, la **vacance** de logements demeure significative, notamment à Lille (plus de 8 %, soit environ 12 000 logements). Enfin, aucune commune, sauf Mons-en-Barœul, n'atteint le seuil de 25 % de logements sociaux fixé par la loi SRU.

Dans ce contexte, plusieurs convergences apparaissent dans les réponses des listes candidates.

La majorité des candidat.es se prononce en faveur de la **réquisition des logements vacants** (sauf la liste *Printemps villeneuvois- Pauline Segard* et la liste *Mons Citoyenne 2026- Cécile Scavennec* (sans réponse). L'ensemble des candidat.es est favorable au développement de **services facilitant les relations avec les bailleurs sociaux**, ainsi que des projets de mise à disposition de foncier pour les résidences étudiantes en lien avec le CROUS. La majorité des listes soutiennent également le **relogement local des habitant.es dans les opérations de résorption de l'habitat insalubre**, avec une priorité donnée au logement social.

Certaines propositions se distinguent par leur dimension opérationnelle *Lille Demain-Stéphane Baly* : Construire 2 000 logements accessibles à moins de 300 € par mois d'ici la fin du prochain mandat et monter des dossiers de réquisitions des logements vides en lien avec les associations.

Lambersart en commun-François Schmitt : Augmenter la part de logements sociaux sur le territoire, actuellement limitée à 18 % (contre les 25 % imposés par la loi SRU).

Lille insoumise, écologique et solidaire-Lahouaria Addouche : Lutter contre les expulsions abusives en engageant la maire et/ou le-la président.e de la MEL comme partie civile en cas de litige (expulsion abusive), et en mettant en place des dispositifs de prévention et d'accompagnement juridique (commission de prévention des impayés, permanences d'aide, médiation, etc.).

Lomme insoumise-Patrick Kobalecki : Soutenir les ménages menacés d'expulsion, refuser les expulsions sans relogement et faire appliquer strictement la loi DALO. Ces réponses traduisent une prise de conscience partagée des tensions sur le logement et de la nécessité d'une action publique renforcée, même si des différences subsistent quant aux moyens envisagés.

UN ACCORD GLOBAL SUR LE DEVELOPPEMENT DES MOBILITES DURABLES

Au-delà d'un objectif partagé de réduction de la place de la voiture, **plusieurs approches distinctes se dégagent** :

- **Une approche par la gratuité**

Certaines listes font de la gratuité des transports (totale ou progressive) le levier principal du report modal. Elles misent sur l'accessibilité financière pour inciter à abandonner la voiture.

Néanmoins, les réponses au questionnaire révèlent **des visions différenciées de la gratuité**.

Deux listes défendent une gratuité universelle des transports pour l'ensemble de la population (*La Nouvelle Mons-Aymeric Salmon*, *Lambersart pour un Avenir Social Ecologique et Solidaire-Virginie Deleu*), tandis que quatre autres privilégient une approche plus sociale, **ciblée sur les publics à faibles revenus** (le *Printemps villeneuvois-Pauline Segard* ; *Lomme insoumise-Patrick Kobalecki*, *Lille Insoumise écologiste et populaire-Lahouaria Addouche*).

La majorité des listes propose la gratuité pour les **moins de 25 ans**, parfois étendue aux **seniors** et aux personnes en situation de **handicap** ou à mobilité réduite (*Vivre Villeneuve d'Ascq-Victor Burette* ; *Ensemble pour Hellemmes-Franck Gherbi*). D'autres mettent en avant des mesures plus spécifiques, comme un tarif pour les familles et la gratuité du réseau les week-ends et jours fériés (*Lille Demain-Stéphane Baly*), ou encore une expérimentation de gratuité limitée au réseau de bus (*Vivre Villeneuve d'Ascq-Victor Burette*).

- **Une approche par l'offre et les infrastructures**

Les candidats mettent en avant la nécessité de **renforcer la qualité du réseau** : fréquence, nouvelles dessertes, navettes locales ou Bus à Haut Niveau de Services (BHNS), considérant que l'alternative doit être efficace et pas seulement gratuite : *Lille Demain- Stéphane Baly* ; *Lambersart en commun-François Schmitt* ; *Ensemble pour Hellemmes-Franck Gherby* ; *Lille Insoumise, écologiste et populaire-Lahouaria Addouche*.

- **Une approche par les mobilités actives**

Quasiment toutes les listes mettent l'accent sur le vélo et la marche (pistes sécurisées, piétonisation, apaisement des rues), avec une transformation de l'espace public.

- **Une approche systémique de l'aménagement**

Certaines vont plus loin en liant mobilité et urbanisme : rapprochement des services, parkings-relais, limitation du transit automobile : *Vivre Villeneuve d'Ascq-Victor Burette* et *Lille Insoumise, écologiste et populaire-Lahouaria Addouche*.

UN PLEBISCITE POUR L'ECOLE INCLUSIVE

Tous les candidats se déclarent décidés à aller rapidement **vers le 100% bio et vers la gratuité dans la restauration scolaire**. Ils se déclarent aussi déterminés à **accueillir tous les enfants**. Ils s'engagent à augmenter leur soutien à la **rénovation** des bâtiments et aux **activités périscolaires**.

Ils se déclarent décidés à inscrire leur commune dans le dispositif "territoires zéro chômeurs de longue durée".

Ils déclarent tous vouloir signer l'appel "**14 exigences pour les services publics locaux**".

Les avis sur la **création d'un cinéma d'art et essai** sont moins unanimes mais nous paraît s'expliquer largement par la plus ou moins grande proximité de salles de cinéma. Il faut noter que les trois listes lilloises se prononcent pour le soutien à la création d'une salle d'art et d'essai.

CONTACT : CHRISTIAN LAMARCHE

✉ christianlamarche59@gmail.com
☎ 0681513210

SECTION DE LILLE DE LA LDH :

✉ lille@ldh-france.org
🌐 <https://site.ldh-france.org/lille/>